

► *Il n'est pire sourd...*

LES FINANCES PUBLIQUES ne sont certes pas un dossier sans importance, les fonctionnaires et leurs organisations le savent bien. La CFDT a fait des propositions sur les chantiers ouverts pour que les services publics s'améliorent comme la situation des agents publics. Mais le gouvernement refuse pour l'heure de sortir de sa seule vision budgétaire de la transformation de l'action publique et fait la sourde oreille devant l'expression des revendications des personnels pour que cette transformation soit faite avec eux.

Pour le Sgen-CFDT, l'enseignement français à l'étranger doit constituer un service public de qualité, accessible à tous les usagers, reposant sur des professionnels pouvant compter sur des conditions de recrutement et d'emploi prenant en compte leurs compétences et leur droit à un déroulé de carrière.

Pour l'heure nous ne voyons pas d'ouverture sur nos revendications, alors que tous les voyants commencent à virer au rouge et que l'inquiétude des agents l'avenir des missions de service public ou la place du dialogue social, est réelle.

La grande réforme de l'AEFE reste l'Arlésienne depuis les débuts de ce gouvernement et les annonces faites par le président de la République en février et mars dernier n'ont toujours pas donné lieu à des propositions concrètes, provoquant ainsi les craintes des personnels et des parents d'élèves.

Maryse Bossière, l'inspectrice générale des Affaires étrangères – qui connaît bien l'AEFE qu'elle a dirigée de 2002 à 2008 avant d'être ambassadrice au Chili puis au Mexique – a été chargée d'un rapport. Le Sgen-CFDT demande à être auditionné dans ce cadre.